

## Patrimoine scolaire, sachez anticiper !

RÉALISÉ PAR MICHÈLE FOIN

### Disparités

Construction, rénovation et entretien du patrimoine scolaire relèvent de la compétence des collectivités. Mais toutes ne sont pas logées à la même enseigne pour faire face à ces obligations, ce qui entraîne d'inévitables inégalités territoriales.

### Ambition

Les collectivités peuvent gérer ces compétences comme une obligation financière ou choisir l'ambition éducative. C'est ce qui a poussé des territoires comme la Seine-Saint-Denis à remettre à neuf la quasi-totalité de ses collèges.

### Anticipation

On ne construit pas un établissement en quelques mois. Il faut donc anticiper les effectifs, mais aussi recenser les caractéristiques des bâtiments, répertorier les interventions passées et planifier les nouvelles pour ne pas laisser les bâtiments se dégrader.

## Une lourde charge pour les collectivités

Rappel: en matière d'éducation, la pédagogie est une compétence d'Etat, tandis que les communes, les départements et les régions ont la charge du bâti. Propriétaires des locaux, ils en assurent «la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement», comme le prévoit la loi. Sans compter le financement de la cantine, des activités périscolaires, des équipements numériques...

Une lourde charge pour les collectivités, qui assument près du quart de la dépense intérieure d'éducation du pays, avec 35,2 milliards d'euros en 2014. Cette charge est également source d'inégalités territoriales, puisqu'elle dépend de l'état des finances locales et des priorités politiques. Ainsi, en février dernier, les médias dénonçaient l'état de délabrement des écoles des quartiers nord de Marseille, fruit d'un manque d'anticipation notoire de la part des élus. A tel point que l'Etat a sommé la ville de faire face à ses obligations (lire p.47).

Pour Arnaud Wauquier, référent «architecture scolaire» de l'Association nationale des directeurs d'éducation des villes (Andev) et directeur général adjoint à Bois-Colombes (28570 hab., Hauts-de-Seine), toutes les collectivités ne s'y prennent pas de

1 et 2. Le collège Pierre-Mendès-France, à Chécy, dans le Loiret, reconstruit à l'aide d'un PPP et inauguré en septembre 2015.

3. A Hellemmes, dans le Nord, le collège Saint-Exupéry a connu trente mois de travaux.

4. C'est par le biais du plan «ambition collèges 2020», que le collège Didier-Daurat, au Bourget, en Seine-Saint-Denis a été refait à neuf.

5 et 6. A Trébédan, dans les Côtes-d'Armor, l'école primaire Le Blé en herbe, rénovée, dont le design a été réalisé par l'artiste Matali Crasset.



1 ET 2: D. CHAUVEAU / DÉPARTEMENT DU LOIRET - 3: P. HOUZE / LIGHTMOTIV - 4: J.-L. LUYSSSEN - 5: D. PIDOUX - 6: P. PIRON



1



2



3

AU NIVEAU RÉGIONAL  
(LYCÉES)

AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL  
(COLLÈGES)

AU NIVEAU COMMUNAL  
(ÉCOLES)

#### LE RATIO INVESTISSEMENT / ÉLÈVE EN 2014

**1 446 €**

(1,7011 million d'élèves  
à la rentrée 2014, dans le public)

**708 €**

(2,6339 millions d'élèves  
à la rentrée 2014, dans le public)

**458 €**

(5, 8809 millions d'élèves  
à la rentrée 2014, dans le public)

#### LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2014

**1 257,8 M€**

**1 490,6 M€**

**3 325,6 M€**

#### LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN 2014

**2 459,1 M€**

**1 864,5 M€**

**2 639 M€**

Source : MENESR-DEPP



4



5



6





●○○ la même manière: «Il y a celles qui investissent dans des schémas de programmation à plus ou moins longue échéance sur la construction, l'entretien, le renouvellement de leur patrimoine scolaire et qui s'appuient sur des logiques éducatives, et celles qui perçoivent le volet éducation comme une simple obligation, génératrice de coûts», admet-il.

#### GESTION D'URGENCE

Pour Sylvain Benaïm, également référent sur ces questions à l'Andev, si la gestion du patrimoine scolaire n'est pas sacrifiée par les communes, malgré la baisse des dotations de l'Etat, la principale difficulté est d'anticiper les travaux d'entretien et de rénovation nécessaires. «Avec les budgets qui se resserrent, nous sommes conduits à une gestion d'urgence qui nous pousse à faire durer les situations jusqu'à ce que l'on ne puisse plus reculer.» De fait, la priorité est toujours mise sur les travaux de sécurité, qui engagent la responsabilité des collectivités. «Des travaux coûteux, qui passent après les rénovations de peinture, mais qui, aux yeux des utilisateurs, ne paraissent pas toujours justifiés», déplore Sylvain Benaïm.

Il convient aussi de différencier les trois niveaux de collectivités. Les communes supportent des charges de personnel et de fonctionnement bien plus élevées que les départements et les régions, étant donné le nombre d'écoles publiques: près de 47000 en 2014, contre 5300 collèges et 2500 lycées. Leur patrimoine est aussi beaucoup plus diversifié, alors que les collèges et les lycées constituent l'essentiel du patrimoine des départements et des régions. Ce qui explique que l'investissement par élève dans les communes soit trois fois moindre que celui des régions. Le contexte historique n'est pas non plus le même. Si les communes ont la charge des écoles depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les départements et les régions n'ont hérité des collèges et des

lycées qu'en 1983, au moment de l'acte I de la décentralisation, quelques années seulement après la mise en œuvre du collège unique. «Les départements et les régions ont pris leurs responsabilités au moment où l'enseignement secondaire se massifiait très fortement. C'était, de plus, une responsabilité nouvelle pour les régions qui naissaient, alors que l'on commençait déjà à imaginer le numérique dans les établissements scolaires. Les communes n'étaient pas dans la même

dynamique, elles travaillaient sur des bases anciennes, quand les départements et les régions s'emparaient de la question à une époque moderne», détaille Serge Pouts-Lajus, directeur associé chez Education et territoires.

Toutes les collectivités territoriales sont, en revanche, touchées par le renouvellement des pratiques pédagogiques. «La décentralisation a séparé "l'esprit et le corps". L'Education

**Les communes supportent des charges de personnel et de fonctionnement bien plus élevées que les départements et les régions, étant donné le nombre d'écoles publiques: près de 47000 en 2014, contre 5300 collèges et 2500 lycées.**

nationale conçoit régulièrement de nouveaux dispositifs, sans forcément anticiper leur mise en œuvre. Ainsi s'est-on interrogé sur la compatibilité de la réforme des collèges avec les bâtiments existants. Si l'on veut que les professeurs travaillent ensemble, il va bien falloir des salles communes. Or les collectivités n'ont pas été associées à ces réflexions», regrette Serge Pouts-Lajus. Sur ce point, elles n'ont d'autre choix que de s'adapter, même si cela se fait parfois au détriment des élèves.■

## Le jour où la ville de Marseille s'est retrouvée dos au mur

**Polémique** Le 4 février 2016, après plusieurs jours de polémique sur l'état de délabrement des écoles marseillaises, et devant la tendance de la majorité municipale à minorer les faits, le gouvernement a demandé au préfet des Bouches-du-Rhône «d'évaluer les conditions de fonctionnement du service public d'éducation dans les écoles des quartiers prioritaires de la politique de la ville». Une procédure rarissime!

La municipalité a dû obtempérer et mener avec l'Etat le diagnostic demandé. Un recensement précis des travaux à entreprendre et de leur degré de priorité a été établi école par

école, complété par un cahier de doléances des usagers. Fin avril, sur les 440 écoles marseillaises, 114 avaient été repérées comme nécessitant des travaux de degrés divers. 65% d'entre elles étaient classées en réseaux d'éducation prioritaire (REP+) et 52 sont des écoles préfabriquées de type «Pailleron», présentant un bâti dégradé.

#### PROCÉDURE D'ÉVALUATION

La ville s'est aussitôt engagée à consacrer 5 millions d'euros supplémentaires aux travaux dans les écoles, en plus des 36 millions prévus initialement en investissements. Un

effort qui sera reconduit en 2017 et 2018 et abondé par l'Etat. Le conseil municipal du 1<sup>er</sup> avril s'est également engagé à créer un numéro spécial «Allô mairies» dédié aux écoles marseillaises pour faciliter la remontée des besoins des directeurs d'écoles, tandis qu'une procédure d'évaluation des établissements avec préfabriqués était engagée en vue de leur destruction ou reconstruction, concernant 340 classes. Il aura donc fallu que la ville se retrouve dos au mur pour que le maire de Marseille, en place depuis 1995, fasse de la rénovation du patrimoine scolaire une véritable priorité.■

# Six conseils pour une gestion efficace et ambitieuse

**Faire des prévisions démographiques, optimiser l'occupation des bâtiments, avoir une gestion active de son patrimoine ou diversifier les outils de financement : autant de pistes à explorer pour une meilleure gestion des bâtiments.**

**O**n peut gérer son parc de bâtiments au jour le jour et réagir en urgence, comme dans le cas très particulier de Marseille... ou anticiper les investissements nécessaires sur plusieurs années : un gage d'économies pour la collectivité. Mais cela demande une vision politique à long terme, qui dépasse le simple exercice de la compétence.

## 01 Anticiper les effectifs

Dans les territoires à forte croissance démographique, le manque d'anticipation rime souvent avec l'inconfort des usagers...

A Bois-Colombes, en région parisienne, la mobilité urbaine a joué en faveur de la ville. «Nous avons fait appel à un cabinet spécialisé pour nous accompagner dans la définition de nos besoins à l'horizon 2020, compte tenu de l'évolution démographique et du renouvellement urbain. Nous avons pu dimensionner correctement nos accueils scolaire et périscolaire, et engager deux programmes de construction d'école dans les zones d'aménagement concerté», témoigne Arnaud Wauquier, directeur général adjoint.

La ville de Colomiers (38300 hab., Haute-Garonne) connaît, quant à elle, une croissance de 700 à 800 habitants par an depuis 2010, dans le sillage de Toulouse et de son bassin d'emploi. «La pression démographique est telle que nous construisons un groupe scolaire tous les trois à quatre ans», précise Fabrice Costes, directeur général

des services (DGS). Selon lui, il est très important que les services «éducation» travaillent avec l'urbanisme pour croiser les données de prévision de logements avec le recensement. Et si la population se mettait subitement à décroître ? «Les effets ne s'en feraient sentir que dans sept ou huit ans, précise Fabrice Costes. Et dans cette éventualité, nos nouvelles écoles sont prévues pour s'adapter à d'autres usages.»

## 02 Optimiser et valoriser les bâtiments inoccupés

«Nos collèges comptent de 40 à 840 élèves. On peut s'interroger sur la pertinence pédagogique de maintenir de très faibles effectifs. Mais il faut bien conserver le service public sur le territoire. La fermeture d'un collège est toujours politiquement difficile. Les élus préfèrent attendre que l'Etat se retire», admet Paul Chapouly, directeur «éducation et collège» au conseil départemental du Puy-de-Dôme, qui, en trente ans, n'a vu que cinq collèges fermer.

Or, souvent, les bâtiments sont surdimensionnés. «Dans ce cas, le coût d'un élève y est cinq fois supérieur à la moyenne», détaille-t-il. Pour les lycées, «il faut une taille suffisante pour qu'un établissement propose assez d'options et soit attractif», estime François Jolly, directeur de maîtrise d'ouvrage de la région Nouvelle Aquitaine. Si le littoral de la grande région voit sa population augmenter, ce n'est pas le cas à l'est. «Sur ces territoires, nous concentrons les investissements sur les espaces

**Lyon (Rhône) 500 700 hab.**

## Un observatoire pour anticiper les flux de population par quartier



**ANNE BRUGNERA**, adjointe au maire, déléguée à l'éducation, l'éducation populaire, la vie étudiante, la réussite et la promotion universitaire

**Entre 2007 et 2013, la population lyonnaise a augmenté de 1 % tandis que la population scolaire bondissait de 8 %.**

«Offrir une bonne qualité d'accueil dans les écoles est une véritable gageure», reconnaît Anne Brugnera. La ville s'est donc dotée d'un observatoire il y a une dizaine d'années, pour anticiper les flux d'élèves.

Au sein de la direction de l'aménagement urbain, une cellule collecte et analyse les données relatives aux naissances, aux effectifs scolaires, en tenant compte des constructions de logements et des aménagements. Les projections sont faites sur un maximum de six à huit ans, et réactualisées tous les deux ans. «Grâce à cet observatoire, nous pouvons confronter l'offre et la demande sur les secteurs en tension et prévoir des constructions neuves ou des extensions selon le foncier disponible», précise Anne Brugnera. Dans la plupart des cas, les prévisions se sont révélées justes. Néanmoins, l'observatoire peine à appréhender le renouvellement urbain diffus qui rend un quartier rapidement attractif. «Nous devons l'affiner avec une observation sociale plus poussée», admet l'élue.

M. CHAULET

utiles pour la communauté éducative, et envisageons une requalification du patrimoine qui n'est plus indispensable », détaille-t-il. Constat identique pour la région Grand Est, où près de 100 000 m<sup>2</sup> de lycées sont déclassés sur les territoires lorrains et champardennais. « Nous voulons valoriser ce patrimoine en le mettant à disposition des collectivités sous la forme d'un bail emphytéotique ou de location. A part pour quelques sites sans avenir, où nous partons sur de la vente classique, il s'agit de préserver ce foncier, le seul que possèdent les régions », insiste Pascal Weibel, directeur préfigureur « patrimoine immobilier » de la région Grand Est.

### 03 Associer les usagers aux projets

L'école est avant tout un lieu de vie. « Au-delà de l'obligation d'assurer le clos, le couvert et la sécurité, un programme déjà financièrement très important, il convient aussi d'offrir aux équipes pédagogiques un cadre évolutif dont ils vont pouvoir s'emparer pour développer des

projets », insiste Arnaud Wauquier. Or si l'on veut que l'établissement vive, « il faut que les usagers participent aux projets de rénovation ou de construction, au risque de ne pas utiliser les locaux comme ils le devraient, prévient Paul Chapouly. Nous sommes là pour traduire leurs besoins en un programme architectural et technique. »

Associer les usagers en amont de tout projet de construction ou de rénovation est donc primordial. Personnels de direction, professeurs, agents, parents d'élèves doivent pouvoir exprimer leurs besoins. « Nous sommes attentifs à toutes les demandes des utilisateurs, même celles qui paraissent futiles, car elles peuvent, plus tard, être lourdes de conséquences », convient Sylvain Benain, responsable du pôle « ressources scolaires » à la direction « éducation et petite enfance » de la ville de Tours (134 800 hab.).

Pour Fabrice Costes, les enquêtes terrain sont incontournables : « Nous avons audité les directeurs d'école et organisé des réunions avec les parents d'élèves pour

intégrer des adaptations fonctionnelles au projet. » La méthode a fait ses preuves, selon Paul Chapouly, même si elle demande une année entière. Il faut savoir perdre un mois ou deux pour ne pas se tromper. »

### 04 Opérer une gestion active du patrimoine

Pour faire durer un patrimoine, il faut l'entretenir. Une évidence ? Certes, mais l'exemple de Marseille (lire p.47) prouve que certaines communes ont plus de mal que d'autres à opérer cette gestion active. Dans la région Nouvelle Aquitaine, un guide référence désormais l'ensemble des opérations de maintenance sur le patrimoine. « Il définit les responsabilités et la régularité des opérations. Une priorité pour harmoniser l'entretien sur l'ensemble de la grande région », détaille François Jolly.

Pour l'instant il s'agit d'un guide papier, avec un calendrier. « L'étape suivante sera de l'informatiser avec des alertes », ajoute-t-il. Dans le Puy-de-Dôme, un état des lieux de chaque établissement est ☉●●

## Yvelines 1,4 million d'hab.



**CLAUDINE BLAIN**, directrice générale adjointe à la jeunesse et la qualité de vie

### L'architecture se met au service de la pédagogie innovante

**En 2016, le département des Yvelines a décidé de construire un collège expérimental dans le quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, classé en réseau d'éducation prioritaire (REP+).** « L'architecture de ce collège de 600 places doit permettre de développer une pédagogie innovante, en favorisant le vivre-ensemble et l'autonomie des élèves », insiste Claudine Blain.

Concrètement, cela se traduira par des espaces de travail modulaires, avec des locaux polyvalents et la construction d'un amphithéâtre qui accueillera des séminaires et des spectacles. Le collège sera constitué de quatre bâtiments d'une capacité d'accueil de 150 élèves, pour favoriser le vivre-ensemble. Le concept de centre de documentation et d'information (CDI) sera retravaillé avec des studios permettant le e-learning. « Le collège sera également ouvert sur le quartier, avec des espaces prévus pour accueillir les parents et des associations », précise Claudine Blain. Ce projet représente un investissement de 24 millions d'euros.





●○ tenu pour dégager un programme prévisionnel d'investissement «grosses réparations» à cinq ans. Ces programmes sont ensuite votés selon les capacités budgétaires de la collectivité. A Colomiers, Fabrice Costes veut aller plus loin: «Nous sommes en train de constituer une base de données pour préciser l'état de vétusté de nos groupes scolaires. Quand ont-ils été construits, quelle est la cartographie des travaux réalisés, quels sont les diagnostics fonctionnels? Cela permettra d'élaborer une stratégie de rénovation à plus long terme», s'enthousiasme le DGS.

## 05 Hiérarchiser et organiser les travaux

«Un entretien au quotidien et des travaux chaque été permettent de faire durer nos écoles. Mais, pour les usagers, les demandes de travaux sont toujours urgentes. Or il y a les vraies urgences et les demandes de confort. La collectivité doit savoir prendre de la hauteur et les hiérarchiser», explique Sylvain Benain. Pour les collectivités, les travaux de sécurité ont toujours la priorité. «C'est notre objectif numéro un, confirme Pascal Weibel. Plus de 90% de nos lycées ont reçu un avis favorable des commissions de sécurité, et nous sommes quasiment à 100% lorsque l'on restreint au nombre de lycées avec plus d'un bâtiment avec avis défavorable.»

Les normes étant de plus en plus complexes, les collectivités privilégient la proximité. Beaucoup territorialisent leurs interventions. «Au début, j'étais seul pour gérer les 63 collèges du Puy-de-Dôme et la direction des collèges était séparée du patrimoine. Aujourd'hui nous gérons spécifiquement le patrimoine des 58 collèges. Cinq techniciens se partagent le territoire et pilotent les interventions sur le terrain», détaille Paul Chapouly. Dans les départements et les régions, le

## TÉMOIGNAGE

### «Différents montages contractuels pour répondre à la complexité et à l'urgence des opérations»



**FRÉDÉRIC CORRIOL**, chef du service  
«politiques et ressources techniques»,  
à la direction de l'éducation et de la jeunesse

«En 2015, le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a adopté le plan «ambition collège» de 640 millions d'euros d'ici à 2020. Entre les constructions, les reconstructions et les rénovations, 90 collèges sur 125 seront concernés par ce plan.

Différents montages contractuels sont utilisés en fonction des degrés d'urgence et de complexité des opérations, et des moyens humains dont nous disposons. Nos services ne peuvent matériellement pas suivre 90 opérations. Nous allons à nouveau avoir recours au marché de partenariat pour six collèges. Nous gagnons un à deux ans par rapport à la maîtrise d'ouvrage classique. Mais nous allons aussi utiliser des marchés de conception, réalisation, exploitation, maintenance pour une vingtaine d'entre eux, afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, parallèlement aux marchés publics classiques. Aucun secteur ne sera délaissé: il y a une vraie volonté d'offrir aux collégiens des conditions d'enseignement satisfaisantes.»

petit entretien est dévolu aux adjoints techniques des établissements d'enseignement (ATEE). Des équipes mobiles d'ouvriers spécialisés prennent en charge des interventions de deuxième niveau. Dans le Grand Est, douze agences territoriales gèrent ensuite les travaux plus lourds, qui nécessitent de la maîtrise d'ouvrage.

## 06 Diversifier les contrats

En dix ans, le département de Seine-Saint-Denis aura gagné 10000 collégiens. «C'est avec un choc éducatif que nous avons répondu à ce besoin démographique. Le partenariat public privé (PPP) était le seul outil technique (\*) adapté pour livrer les établissements rapidement», martèle Stéphane Troussel, président du conseil départemental. De fait, douze nouveaux collèges ont ouvert en septembre 2014 (lire ci-dessus).

C'est aussi l'urgence qui a primé en 2006 au sein du département du Loiret, quand plusieurs appels d'offres se sont révélés infruc-

tureux. «La conclusion d'un PPP a permis de livrer le collège un an plus tard», souligne Francine Moronvalle, chargée de projets complexes au département.

D'autres PPP ont été conclus depuis. Au total, 9 collèges sur 57 sont ainsi suivis. «Cela nous a permis de gagner en compétences, en termes de gestion active de patrimoine», ajoute-t-elle. Son avantage est l'obligation de résultat imposée à l'entreprise et les pénalités qui s'appliquent en cas de non-respect. C'est ce qui a encouragé la ville de Paris à recourir à un marché de partenariat pour la rénovation énergétique de 100 écoles en 2012. Avec l'application du plan climat, Paris doit réduire de 30% ses consommations d'énergie à l'échéance 2020. «Nous n'aurions pas pu traiter autant de chantiers en même temps, d'autant qu'il nous fallait gagner en compétences», pointe Célia Blauel, maire adjointe chargée de l'environnement.■

(\*) Le partenariat public privé (PPP) est dénommé «marché de partenariat» depuis 2015.



# Quand les maires déplacent des montagnes pour leur école

Pour les maires ruraux, l'école est vitale. La rénover est souvent indispensable pour éviter la dévitalisation de leur territoire. Afin d'y parvenir, ils déploient des trésors d'ingéniosité, sans pour autant mettre à mal les finances locales.

«**L'**envie d'avoir des enfants qui courent sur la place du village, ça n'a pas de prix!» lance Marc Tauleigne, maire de Gluiras (400 hab., Ardèche), qui investit chaque année 10% du budget communal dans son école, alors qu'elle ne concerne que douze familles. C'est à cette idée que se raccrochent nombre de maires ruraux, foncièrement attachés à préserver leur école, «pour ne pas devenir un village de retraités», comme l'explique le maire ardéchois.

Les habitants de Gluiras se répartissent sur 100 hameaux et 2500 hectares. «Dans les hameaux, il n'y a pas d'enfants. Nous n'attirons les familles que grâce à notre parc de 18 logements locatifs communaux», admet le maire. La commune ayant fait l'effort de construire ce parc locatif pour rajeunir sa population, elle ne pouvait pas se permettre de voir son école fermer. Vieille de cent cinquante ans,

l'isolation laissait à désirer, et sa configuration sur deux étages n'était pas adaptée à la classe unique d'une vingtaine d'enfants. Les élus décident donc d'en construire une nouvelle, pour un coût total de 285 000 euros. Le village reçoit 115 000 euros d'aides diverses, dont 80 000 euros au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux. La vente de l'ancienne école, estimée à 150 000 euros permettra d'équilibrer les comptes. «Si nous avions rénové le bâtiment existant, nous aurions dépensé plus de 100 000 euros, avec beaucoup moins de subventions. Là, on est tranquille pour cinquante ans», analyse l'édile.

## BAROMÈTRE DES NAISSANCES

La baisse de la population, c'est la hantise des maires ruraux, qui gardent un œil anxieux sur le baromètre des naissances. «L'Éducation nationale a une position purement comptable. Si les effectifs ne sont pas au rendez-vous, ils ferment des

## La concentration des écoles, c'est non

Depuis janvier 2014, l'État déploie progressivement des «conventions ruralité» dans les départements. En échange de la garantie du maintien des effectifs enseignants pendant trois ans, le département s'engage à favoriser le regroupement des écoles rurales. Ce que Vanik Berberian, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) qualifie de «chantage inadmissible» qui aboutira à «tout transférer dans la ville chef-lieu».

classes», analyse Sylvain Le Chatton, maire de Liancourt-Saint-Pierre (600 hab., Oise). Cette commune a organisé un regroupement pédagogique avec Loconville (400 hab.), le village limitrophe. A elles deux, ces communes accueillent 94 élèves, de la petite section de maternelle au CM2, en classes de double niveau. Or les deux classes de grands sont séparées par une route, ce qui pose des problèmes de sécurité lors des récréations.

L'un des deux bâtiments, très anciens, était très humide. «L'Éducation nationale a menacé de le fermer. Il fallait faire quelque chose», explique le maire. L'extension de l'un des bâtiments a donc été décidée, avec ajouts d'espaces de vie scolaire, pour un budget de 356 000 euros. «Nous avons pris un risque, car l'inspecteur d'académie ne peut pas me garantir le maintien des professeurs. Mais si nous n'avions rien fait, le risque était encore plus grand!» souligne Sylvain Le Chatton.

## Face à la baisse des dotations, l'appel aux dons ?

**En 2014, quand Marième Tamata-Varin prend les rennes de la mairie de Yèbles (700 hab., Val-de-Marne), la cour d'école est trop petite et les grands occupent un préfabriqué construit il y a trente ans. Du provisoire qui dure.** Or le village ne peut assumer le coût des travaux estimés à plus d'un million d'euros. La maire a alors l'idée de lancer un financement participatif. En trois mois, elle récolte 47 000 euros. Elle remue ciel et terre, obtient des subventions diverses et variées et finit par rassembler la somme. Depuis, l'idée a fait son chemin. L'Association des maires ru-

raux de France (AMRF) a signé en juin 2016 un partenariat avec Collecticity, première plateforme de financement participatif dédiée aux collectivités locales.

«Beaucoup de maires attendent des solutions pour mettre en œuvre des actions utiles aux territoires sans ressources locales suffisantes. Sans se substituer aux mécanismes de dotations d'État dont l'architecture sera revue, ni aux autres collectivités publiques, le «crowdfunding» est une des réponses aux enjeux de financement des territoires ruraux», avance Vanik Berberian, président de l'AMRF.

## L'ATTRACTIVITÉ, UNE NÉCESSITÉ

Pour attirer les familles, l'école doit être attractive, «surtout en région parisienne, où les parents sont habitués à avoir du service. La qualité de l'enseignement est primordiale. En aménageant un nouvel espace de vie scolaire, nous espérons que les enseignants se battent pour rester, ce qui rejaillit forcément sur la réputation de l'école et attire de nouveaux parents», explique le maire. Avec 93 élèves, la taille du regroupement n'est pas optimale. La perte d'un enseignant signifierait des classes à triple niveau, ce



A Trébédan, l'école «œuvre d'art» Le Blé en herbe, en partie financée par la Fondation de France, a ouvert ses portes en septembre 2015.

que les parents ont tendance à fuir. «Pour être tranquilles, il nous faudrait 120 élèves», admet l' élu.

#### UNE ÉCOLE ŒUVRE D'ART

A Trébédan (400 hab., Côtes-d'Armor), c'est aussi la vétusté de l'école centenaire qui a poussé Didier Ibagne, élu maire du village en 2008, à envisager sa rénovation. «Les enseignantes nous ont bousculés en nous présentant les «nouveaux commanditaires». Un programme porté par la Fondation de France, qui «permet à des groupes de personnes, de toutes origines et de tous milieux, de solliciter un artiste pour traduire leurs préoccupations à travers une œuvre installée dans l'espace public, hors des musées», lit-on sur le site de la fondation.

«Nous avons créé un groupe avec des enseignants, des anciens élèves, des élus, des parents... Nous voulions un projet qui redynamise la commune, qui crée de l'intergénérationnel.» Ils travaillent leur projet, avec l'aide de Matali Crasset, célèbre designer, et parviennent à la conclusion que tous les liens convergent vers l'école (\*). Le pro-

jet comporte deux étapes parallèles: la rénovation de l'école, un travail classique d'architecture, et le design du mobilier par Matali Crasset, dont l'objectif est de renforcer le rôle social et culturel de l'école en l'ouvrant au reste de la population grâce à des espaces partagés. Inauguré au mois de septembre 2015, le projet a coûté 1,25 million d'euros, financés aux deux tiers par la Fondation de France, le ministère de la Culture, le conseil départemental des Côtes-

#### **Le maintien de la population pour conserver l'école est la priorité des maires ruraux.**

d'Armor, l'Ademe... Au final, la commune y aura contribué à hauteur de 400 000 euros.

«La renommée de l'artiste nous a permis de bénéficier d'importants financements extérieurs», reconnaît le maire. Et pour le prix d'une rénovation classique le village profite d'une école «œuvre d'art» avec un fort retentissement médiatique.■

(\*) Lire «La Gazette» n° 2296 du 7 décembre 2015, p. 55.

#### SUR LE WEB

##### **La mission d'appui aux PPP (MAPPP)**

Cette mission a pour but d'apporter un appui aux collectivités territoriales engagées dans la préparation des contrats de partenariat. La MAPPP est obligatoirement saisie pour avis sur tout projet de contrat et assure également le suivi des contrats.

[www.economie.gouv.fr/ppp/accueil](http://www.economie.gouv.fr/ppp/accueil)

##### **Impact du numérique sur l'architecture des écoles**

Le numérique modifie les situations d'apprentissage et nécessite un agencement et un mobilier adaptés aux nouvelles pratiques de classe (interactions, binômes sur tablette, travail en petits groupes, enregistrements audio ou vidéo). Le dossier Archicl@sse sur le site «[eduscol.education.fr](http://eduscol.education.fr)», fait le point sur les éléments qu'il faut prendre en compte.

<http://goo.gl/7xv6UA>

#### À LIRE

##### **Des idées pour changer le collège**

André Giordan, chercheur en sciences de l'éducation, et Jérôme Saltet, inventeur de concepts éducatifs, ont rédigé ensemble cet essai qui rassemble les meilleures pratiques éducatives au collège expérimentées avec succès. Les deux auteurs sont également associés à la conception du collège du futur à Mantes-la-Jolie, qui mettra en pratique leurs préconisations.

«Changer le collège, c'est possible!» par Jérôme Saltet et André Giordan, éditions Oh! (2010).



**la Gazette.fr**

#### **Pour aller plus loin**

**Financements : l'éducation est-elle vraiment nationale?**

[www.lagazette.fr/429880](http://www.lagazette.fr/429880)

**Marseille se lance dans la gestion active de son patrimoine**

[www.lagazette.fr/429605](http://www.lagazette.fr/429605)